

Le Mexique : une transition gâché.

Ilan Bizberg

El Colegio de México

La deuxième présidence de l'alternance au Mexique s'achève avec un bilan très négatif dans les trois registres qu'on discutera dans ce papier : l'économie, la sécurité et la démocratie. Trois constatations : la macroéconomie mexicaine est en bonne état, mais l'économie est incapable, comme cela a été le cas depuis plus de 20 ans, de augmenter à un rythme suffisant pour générer le nombre d'emplois nécessaires, faire croître les salaires et réduire les inégalités, qui sont à peu près au même niveau qu'il y'a 30 ans. Même si l'économie mexicaine s'est remise assez rapidement de la crise globale de 2008, après une chute spectaculaire de 6% en 2009, les gouvernements du PAN ont été incapables de résoudre ses problèmes structureaux, le plus significatif étant la déconnexion entre le secteur exportateur et la production orienté vers le marché interne.

En second lieu, on ne peut pas dire que la démocratie se porte mieux aujourd'hui qu'il y'a six ou douze ans. L'élection de l'an 2000 a été salué comme la fin de la longue transition qui avait commencé en 1977 avec la réforme politique qui a permis la participation des partis de gauche et contribué a mettre fin a la *guerrilla*. Néanmoins, la présidence de Fox a fortement déçu les expectatives démocratiques en tant qu'il n'a pas fait suit aux scandales de corruption qui ont eu lieu a la fin du dernier sexennat du PRI, il s'est bien adapté aux modes de fonctionnement des corporations syndicales et surtout, il est intervenu activement dans l'élection de 2006, contre le candidat de la gauche, Andres Manuel López Obrador, (AMLO) ce qui a contribué a donner lieu a un conflit postélectorale et à la non reconnaissance de sa part de la victoire du

candidat du PAN, Felipe Calderón. L'élection qui vient d'avoir lieu le 1^{er} Juillet de 2012, a tout aussi été entaché de irrégularités et accusations d'achat des voix, de la publicité caché pour le compte du candidat du PRI, ainsi que l'évident dépassement des ressources financiers des campagnes par la voie des détournements des fonds des Etats. Aucune de ces questions n'a été définitivement prouvé ni entraîné l'annulation des élections comme l'avait demandé le PRD¹, cela a donné lieu a ce que le candidat malheureux du PRD n'accepte les résultats pour la deuxième fois de suite, et ne reconnaisse pas la victoire du PRI. De nouveau une grande partie de son électorat considère qu'il y'a eu une fraude électoral, dans l'espèce d'une imposition des medias du nouveau président et que les autorités électorales ont été soit complices soit inefficaces.

Mais ce qui a surtout marque le second sexennat du PAN, celui de Felipe Calderón, est la tragique guerre contre les narcotrafiquants qui a fait plus de 60 mille morts en cinq ans et qui a, en plus, « contaminé » la délinquance au Mexique, faisant que les délits les moins graves soient de plus en plus violents et que la lutte entre les gangs soit de plus en plus cruel. Cette situation a entraine un dégradation de la sécurité au Mexique, causant multiples victimes collatérales de la guerre contre le crime organisé, de nombreux d'assassinats de journalistes², entre autres. Finalement, comme le constatent diverses organisations de droits de l'homme, l'envoi de l'armée a faire des taches de sécurité interne a entraîné des abus des droits de l'homme.

1. L'économie

¹ En fait la loi électorale vigueur, définit comme seule raison pour annuler les élections qu'il y'ait des irrégularités lors de l'élection dans plus de 25% des bureaux de vote.

² Le Mexique es considéré un des pays les plus dangereux au monde pour exercer le journalism, avec 67 assassinées et 14 disparus les six derniers années (*El Financiero*, 26/09/2012).

Les effets de l'ouverture de l'économie mexicaine et de l'Accord de libre-échange (ALENA) ont été extrêmement paradoxaux. D'une part, nous avons eu une croissance impressionnante des exportations: à partir de 30, 691 millions en 1988 à 200.000 millions de dollars en 2011. Le commerce extérieur en pourcentage du PIB a cru de moins de 10% en 1970, a 30% en 2006. En outre, avant le traité de libre-échange Mexique exportait principalement des produits primaires (agricoles et pétrole), aujourd'hui la part des produits manufacturés dans les exportations est de 79,3%, celle du pétrole et ses dérivés est de 16,3%, tandis que l'agriculture n'est que de 3,3%. Néanmoins, les importations du pays ont augmenté au même rythme que les exportations: elles sont passées de 28,082 millions de dollars par an en 1988 à 196,967 millions en 2011.

Cette étroite corrélation entre les importations et les exportations montre une dépendance extrêmement forte du modèle économique sur les premiers et explique le déficit commercial persistant du pays. Le déficit commercial en 1993 était d'environ 1,300 millions de dollars par mois tandis que l'année 2010 s'est soldée par un déficit de 3,009 millions de dollars par mois, il est actuellement d'environ 1,180 millions de dollars par mois. Comme on peut le voir dans le tableau, le solde du compte courant a été déficitaire ces douze dernières années. Cependant, cette affirmation doit être nuancée: en effet, avec les États-Unis, il ya un excédent commercial croissant: en 1993 il était d'à peine 74 millions, en 2000 de 1.347.000 et 8.421.000 dollars par mois en 2011. Cela pourrait être considéré comme un succès de l'ALENA, mais c'est un problème si l'on considère qu'on a un fort et croissant déficit commercial avec le reste du monde, surtout avec la Chine et le Japon : il s'élève à 3,572 millions par mois et 1,085 millions par mois en 2011, respectivement. En outre, avec l'Allemagne, le déficit est d'environ 4,334 millions; avec le Brésil, 212 millions et avec la France 1,207 millions par an.

Le secteur des *maquiladoras* (entreprises d'assemblage), qui en 2006 à généré 60% de toutes les exportations et importations de biens intermédiaires, est au cœur de cette problématique (Ibarra, 2011, 212). En fait, certains auteurs considèrent que l'économie dans son ensemble se comporte de plus en plus comme l'industrie *maquiladora*: un indicateur en est que les importations temporaires destinées à l'exportation sont directement liés à 78% des exportations totales en 2006 (Dussel Peters, 2006). Ces données montrent une déconnexion entre la plate-forme d'exportation oriente surtout vers les Etats Unis et le marché interne qui importe de plus en plus des produits des pays asiatiques. Il s'agit d'une faible intégration de la production nationale au secteur des exportations ou si on veut d'une connexion internationale du secteur productif Mexicain avec les Etats Unis par la voie d'un modèle de sous-traitance internationale (Bizberg et Théret, 2012).

Certains auteurs parlent moins d'une déconnexion que d'un déplacement de la production locale comme conséquence indirecte du boom exportateur : «... a mesure que les exportations croissent, les importations déplacent la production locale » (Ibarra, 2008). Ceci est la raison pour laquelle, ce mode économique a eu comme conséquence une faible croissance moyenne du PIB (même s'il y a des années où elle croit plus, la croissance n'est pas soutenue, et ce qui est encore plus grave, une croissance du PIB per capita négligeable : 0.04% entre 1981 et 2004 (Palma, 2005). Et, en tant que les exportations et les importations croissent à un rythme élevé, le PIB de l'ensemble de l'économie croit à un rythme beaucoup plus lent. Les effets du déplacement du marché interne par le secteur exportateur empiète, la croissance, l'emploi (tant en termes de nombre et de la qualité, la stabilité de l'emploi), la productivité et les salaires.

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
GDP current US\$	622,092,637,151	649,075,575,301	700,324,664,927	759,777,472,171	848,947,464,609	952,276,430,547
GDP % annual	-0.2	0.8	1.4	4.1	3.2	5.2
GDP per capita (current US\$)	6,139.30	6,324.20	6,740.20	7,223.90	7,972.60	8,830.80
GNI per capita PPP	8,890.00	9,140.00	10,480.00	11,140.00	11,970.00	13,130.00
GDP per capita growth (annual %)	-1.5	-0.5	0.1	2.8	1.9	3.8
Unemployment, total (% of total labor force)	2.5	2.9	3	3.7	3.5	3.2
Vulnerable employment (% of total employment)	32	32.6	32.7	32.4	31	29.7
Foreign Direct Investment, net inflows (%GDP)	4.8	3.7	2.6	3.3	2.9	2.1
Current Account Balance (%GDP)	-2.8	-2.2	-1	-0.7	-0.7	-0.5
Exports annual growth (%)	-3.6	1.4	2.7	11.5	6.8	10.9
Imports annual growth (%)	-1.6	1.5	0.7	10.7	8.5	12.6
Inflation, Cp (%)	6.4	5	4.5	4.7	4	3.6
Public Spending on Education (% GDP)	5.2	5.3	5.3	4.9	5	4.8
Health expenditure, public (%GDP)	2.4	2.5	2.6	2.7	2.6	2.6
Minimum Real Wage*	100.4	101.2	100.4	99.1	99	99
Average Real Wage*	106	109.1	111.2	113.1	115.2	117.1
Formal Employment (IMSS insured)**	12,441,751	12,328,577	12,315,623	12,559,456	12,965,789	13,573,677
Labor Productivity	111.4	109.7	110.4	111.1	114.1	115.6

Sources: World Data Bank, *CEPAL, ** IMSS, *** Servicio Nacional de Empleo

	2007	2008	2009	2010	2011
GDP current US\$	1,035,929,522,496	1,094,480,339,422	882,354,745,911	1,035,870,880,242	1,155,316,052,667
GDP % annual	3.3	1.2	-6.2	5.5	3.9
GDP per capita (current US\$)	9484.7	9893.4	7875.8	9132.8	10064.3
GNI per capita PPP	13,790	14,520	13,650	14,400	15,120
GDP per capita, annual growth (%)	2	-0.1	-7.4	4.2	2.7
Unemployment, total (% of total labor force)	3.4	3.5	5.2	5.3	..
Vulnerable employment (% of total employment)	29.5	29.2	29.5
Foreign Direct Investment, net inflows (%GDP)	3	2.5	1.8	2	1.7
Current Account Balance (%GDP)	-0.9	-1.4	-0.6	-0.3	-0.8
Exports annual growth (%)	5.7	0.5	-13.7	25.6	8.2
Imports annual growth (%)	7.1	2.8	-18.6	23.5	10.5
Inflation, Cp (%)	4	5.1	5.3	4.2	3.4
Public Spending on Education (% GDP)	4.8	4.9	5.3
Health expenditure, public (%GDP)	2.6	2.8	3.1
Minimum Real Wage*	98.3	96.2	94.8	95.6	95.9
Average Real Wage*	118.8	119.1	117.9	116.8	117.8
Formal Employment (IMSS insured)**	14,144,576	14,435,576	13,994,127	14,524,448	15,153,643
Labor productivity	117.6	116.8	110.4	113.9	

Sources: World Data Bank, *CEPAL, ** IMSS, *** Servicio Nacional de Empleo

C'est dans ce contexte structurel qu'il faut situer la performance de l'économie pendant la présidence de Calderón (voir le tableau). Pendant celle-ci, et en fait durant toute la période du PAN, le gouvernement a suivi au pied de la lettre le modèle. La première année du président Calderón (2007) l'économie a crû à un taux de 3,3%. La crise financière mondiale a été un lourd coup sur le pays, surtout en 2009. Le PIB du Mexique a augmenté de seulement 1,2% en 2008, mais il a diminué à un rythme ahurissant de 6,2% en 2009, et le PIB per capita a chuté de 7.4%. Contrairement à de nombreux autres pays en développement qui

ont appliqué des politiques anti-crise agressives, les mesures prises par le gouvernement du Mexique semblent avoir été simplement des mesures temporaires, mises en place dans l'attente de la reprise aux États-Unis. En effet, le Mexique a réagi timidement et, dans certains cas d'une manière contradictoire. Il a annoncé des programmes visant à soutenir la croissance et l'emploi, mais a réduit les dépenses publiques en tant que la diminution de l'activité économique et un prix plus bas du pétrole ont entraîné une baisse concomitante de la santé des finances publiques (CEPAL 2010). La plupart des projets d'infrastructure prévus dans le sillage de la crise ont trouvé des difficultés pour être mis en œuvre. Plus largement, le gouvernement mexicain s'est avéré incapable de traiter la crise comme une opportunité de modifier, réformé ou encore d'adapter le modèle économique du pays.

L'économie s'est récupéré en 2010 pour croître à 5,5%, et de nouveau d'environ 3.9% en 2011 ; elle est prévu de se ralentir à nouveau l'année présente. Néanmoins, la création d'emplois formels continue a trainer, du même titre que les salaires et la productivité. En 2010, le pays a récupéré les emplois qui avaient été perdus en 2009 ; ce qui est un exploit très considérable, en 2011 les emplois ont de nouveau grimpé d'une manière considérable, 600,000 emplois ; tout de même insuffisants pour couvrir les demandeurs d'emplois qui arrivent au marché de travail chaque année : environ 1 million. D'autre part, durant le sexennat de Calderón les salaires minimums et moyens ont même baissé ; ce qui reflète une économie basé sur des bas salaires, une faible croissance de la productivité et le maintien d'une société très inégale. Mais une des leçons les plus importantes de la crise et de l'après crise ont été d'exposer la vulnérabilité économique du Mexique et de dépendance à l'égard de son voisin, les États-Unis. Comme ce dernier pays est lui-même en difficulté à reprendre une trajectoire de croissance durable, ce niveau élevé de dépendance est inquiétante.

2. La guerre contre les drogues et la « renaissance » de la société civile

La raison par laquelle le président élu Felipe Calderón s'est lancé a envoyé l'armée a une « guerre contre les drogues » quelques semaines après son intronisation comme président de la République, quand il n'avait pas mentionné le thème lors de la campagne, n'est pas clair. Plusieurs raisons ont été avancées, La plus probable étant qu'elle soit un résultat direct d'une élection ou l'écart entre les deux contendants principaux, lui et Andres Manuel Lopez Obrador (AMLO) du PRD, a été minimale (0.58%), le fait que ce dernier n'ait pas accepté le résultat de l'élection, s'est nommé président légitime dans une manifestation au *Zócalo*, bloqué Reforma (le boulevard le plus important de la ville) pendant deux mois, et que son parti le PRD a pris la tribune du Congrès pour empêcher Calderón de prendre formellement possession de la présidence. La décision de Calderón d'envoyer l'armée à la rue afin de lutter contre les cartels de la drogue a été prise dans ce contexte et au moins, en partie, comme une tactique politique afin de gagner en légitimité, d'une manière similaire a celle de Salinas après les élections contestées contre Cuauhtémoc Cárdenas en 1988, quand il a arrêté le principal leader du syndicat pétrolier et lancé le programme *Solidaridad* afin de se légitimer dans les faits. Ce qui a sûrement aussi compté, c'est que face à la mobilisation d'Andrés Manuel Lopez Obrador, et face aux risques de déstabilisation du pays comme conséquence de cette situation, le nouveau président ait décidé de se rapprocher de l'armée, et de montrer qu'il avait son soutien afin de mettre un terme à toute velléité d'essayer de diviser l'armée. Il se peut, aussi, comme il l'a déclaré lui-même a plusieurs reprises, qu'en arrivant à la présidence, Calderón s'aurait rendu compte de la force croissante des cartels des narcotrafiquants dans certains régions du pays, qui étaient de plus en plus soumises à leur contrôle et qu'il était urgent d'agir (Villalobos, J, 2012). Ce qui est certain est que la politique a été prise sans une stratégie a moyen et long

terme et en s'attaquant directement aux cartels de la drogue et non pas en utilisant les services d'intelligence et de blocage de ses sources financières. D'autre part, elle a été prise sans avoir réformé ni la police, ni l'appareil de justice, ni celle des prisons, ce qui a réduit l'efficacité de cette politique.

Mais surtout, même si le gouvernement a réussi à arrêter certains des principaux leaders de ces cartels, mettre en prison ou renvoyer des centaines de policiers, supprimer certains corps policiers au niveau locale qui étaient sur le solde des cartels, cette politique a donné lieu à une guerre entre et à l'intérieur des cartels une fois que les chefs ont été arrêtés ou tués, à des représailles contre des policiers ou des membres des cartels qui les avaient trahis, des actes contre la population civile comme une forme de « terrorisme » afin de la rallier contre la politique du gouvernement, une course aux armements entre l'armée et les cartels, tout cela avec comme résultat une échelle de violence et de cruauté qui a contaminé les délits ordinaires sans commune mesure à ce qui existait auparavant. D'autre part, elle a pulvérisé les bandes illégales ce qui a eu comme résultat une expansion des délits et de la violence qui les accompagne vers le kidnapping, la traite des migrants, le vol armé, etc. (Guerrero, 01/06/2011) En somme, comme l'a titré le Monde (23/08/2012), cette politique, a donné lieu à une Spirale de la Violence, et donc un échec cuisant d'une action qui se proposait de « vaincre le crime », en tant que celle-ci a littéralement explosé. Le taux de criminalité est passé de 10 par 100.000 personnes en 2006 à 24 par 100.000 mille en 2011. Dans quelques États la situation a atteint le paroxysme, quelques exemples : Chihuahua est passé de 18 à 139 par cent mille habitants, Sinaloa de 16 à 91 ; dans Veracruz. Guerrero et Michoacán la violence a aussi augmenté de manière alarmante (Inegi, 2012)

Même si la violence n'avait pas atteint les niveaux actuels, depuis au moins la fin de la présidence de Fox la société civile s'est activée contre. En 2004 il y'a eu une manifestation massive organisée par les OSC (Organisations de la société civile), qui ont réuni des centaines de milliers de personnes dans tout le pays. Après l'assassinat du fils d'un entrepreneur très connu en 2008, il y'a eu une nouvelle manifestation exigeant que le gouvernement met en place des mesures pour assurer la sécurité contre les bandes de kidnappeurs. Nonobstant, le mouvement pour la Paix avec Justice et Dignité (*Movimiento por la Paz en Justicia y Dignidad*-MPJD), à partir de l'assassinat du fils du poète Javier Sicilia³ a Cuernavaca avec 7 autres personnes en 2010, a été un point tournant de l'action de la société civile face à la violence. Ce mouvement est né d'une manière assez spontanée, par un appel de la part de Sicilia à se réunir à la sortie de la ville de Cuernavaca et commencer une marche vers Mexico pour demander au gouvernement de changer de politique. Cette marche a duré plusieurs jours et même si elle a été peu suivi par les médias, les témoignages des victimes innocents (collatérales à la guerre) qui se joignaient a la marche, qui levaient leur voix pour raconter leur cas pour la première fois, ont eu un tel impact sur l'opinion publique que lors de leur arrivé à Mexico, une foule de plusieurs milliers de gens les attendaient au Zócalo. Après cette manifestation fondatrice du mouvement il y'a eu une marche vers le Sud, une autre vers le Nord ainsi qu'une dernière aux Etats Unis. Dans toutes ces actions la voix a été donne aux victimes, qui ont été entendus par un nombre croissant des gens en tant que les medias ont du relayee de plus en plus ce mouvement.

Le MPJD se distingue des mobilisations antérieures de différents manières : par son authenticité, son endurance, ainsi que son sens et enjeu.

³ Poète et journaliste à *Proceso* proche de zapatistes, de la théologie de la libération et de l'école d'Ivan Illich, qui vivait a Cuernavaca depuis très long temps et qui était très respecté et très lié avec les organisations de la société civile.

Même si les manifestations qui se sont succédées en 2004, 2005 et 2008, reflétaient une préoccupation légitime des secteurs significatifs de la société civile et ont réussi à réunir plusieurs centaines de milliers de personnes de toutes les classes sociales, ils avaient été organisés par des associations plus ou moins établies et la plupart proches des milieux de l'«establishment» politique et entrepreneurial⁴, ce qui leur a valu d'être très médiatisées par *Televisa* et *Canal 13* (les deux principales chaînes de télévision privées). Là ou dans ces manifestations, comme c'est l'habitude dans tous les meetings politiques, les leaders de différentes organisations parlaient et les victimes restaient sans voix, dans le MPJD c'étaient les victimes qui prenaient la parole et le Mexique écoutait ahuri. Cela a donné lieu à une prise de conscience sur les effets pervers de la « guerre contre les drogues » en termes de explosion de la violence, « victimes collatérales » et abus des droits de l'homme. De même que dans le cas de l'EZLN, l'authenticité du mouvement a réveillé dans l'opinion publique et peut-être temporairement dans quelques acteurs politiques de l'empathie. Comme dans le soulèvement indien qui a réveillé les consciences de la société mexicaine à un problème qu'ils ignoraient ou feignaient ignorer, celle de la marginalisation, le racisme quotidien des indiens mexicains.

Il y'a une autre différence, en tant que les manifestations contre la violence ont eu un effet ponctuelle, le MPJD a enduré, bien qu'il soit organisé d'une manière assez floue. Il réussit à entreprendre trois « caravanes », une vers le Sud, autre vers le Nord et une dernière vers les Etats Unis. D'autre part, la demande de dialoguer avec le gouvernement de Calderón et avec les candidats à l'élection présidentielle a été entendue. Ce mouvement a eu un⁵ des seuls résultats concrets

⁴ Parmi les organisateurs, des associations contre l'avortement qui faisaient une amalgame entre la sécurité citoyenne et les droits des fœtus à la vie.

⁵ L'autre a été après la loi de transparence et l'IFAI, résultat de l'action du groupe Oaxaca en 2002, sous la présidence de Vicente Fox.

que la société civile ait pu extorquer de la politique ces 12 dernières années, il a fait passer par le sénat et l'assemblée une loi des victimes ⁶, qui a été néanmoins (temporairement ?) bloqué par Calderón.

Encore plus crucial, l'enjeu et le sens de ce mouvement est tout autre. En tant que les manifestations de la décennie 2000 demandaient le renforcement de la politique sécuritaire de la part du gouvernement, le MPJD est centré sur le constat de l'échec d'une politique purement sécuritaire, puisqu'il est centré sur ses effets sur les individus ; par conséquent le sujet et l'expressivité (les témoignages, expressions artistiques, théâtrales, etc.) ont un rôle centrale (Pleyers et Naveau, 2012). Il met l'accent sur les sources sociales de la violence : le manque d'opportunités pour les jeunes comme cause des déficits de la politique économique, l'impunité et corruption qui dominent la politique et l'appareil de justice, le manque de respect pour la vie et la dignité tant de la part des narcotrafiquants que des forces de l'ordre. D'autre part, en tant que les manifestations de la première décennie 2000 étaient focalisées sur une requête envers l'Etat, le MPJD est centré sur les victimes et comme les nouveaux mouvements sociaux du contexte latino-américain contemporain (Bizberg, 2012), il demande des droits : le respect des droits de l'homme, il exige le droit de savoir comment leurs proches sont morts, où sont les parents, amis, et fils disparus, et le droit à la justice dans le cas où des militaires ou policiers ont commis des atteintes aux droits de l'homme.

En plus, ce mouvement est centré sur la souffrance; c'est en fait cela qui unit ses membres et qui donne tout son sens au mouvement et qui explique aussi sa capacité d'endurer. Le mouvement perdure parce qu'il donne un sens à

⁶ Un des personnages principales dans la rédaction de la loi fut un célèbre avocat lié aux associations de droits de l'homme, ex-président de la Commission des droits de l'homme de la Ville de Mexico et participant du mouvement : Emilio Alvarez Icaza (interview le 26/06/2012).

la vie aux parents et aux victimes ; dans les écrits de Sicilia et dans la plupart des interviews les acteurs disent que le mouvement les permet de sortir de leur souffrance en isolement, qu'au lieu de rester chez eux pleurant, aller aux réunions et aux manifestations redonne un sens à leur vie⁷. Et en fait plusieurs membres du mouvement laissent leur travail et leur famille de côté, dépensent leurs moindres sous pour venir, parfois de loin, aux réunions hebdomadaires et participer aux caravanes⁸. Paradoxalement et tragiquement, on demande en démocratie ce qu'on exigeait aux militaires au pouvoir dans la nuit autoritaire de l'Amérique du Sud : le respect des droits de l'homme, la présentation des disparus, connaître la façon précise dont les victimes innocents de la violence ont perdu la vie.

3. Quid de la politique Mexicaine, de la démocratie ?

On peut considérer que le Mexique a penché définitivement vers un régime démocratique lors des élections de l'an 2000, quand le PRI a perdu la présidence de la République et accepté les résultats. Néanmoins, de plus en plus d'analystes et une partie considérable de l'opinion publique pensent que la démocratie Mexicaine a des failles considérables. Il y a une tendance à analyser les démocraties de l'Amérique latine par rapport à une norme ou « benchmark », ce qui donne lieu à toute une gamme de « démocraties avec des adjectifs » (Collier et Levitsky, 1997). Dans un article récent, je défends au contraire l'idée qu'il faut s'éloigner de qualifier les démocraties par rapport à un type idéal unique, mais qu'il faut au contraire partir d'un concept de régime démocratique (et pas sur la base des caractéristiques minimales) pour ensuite définir différents types de

⁷ Quelque chose qui ressemble les écrits de Viktor Frankl sur le fait que quand il y'a le vide absolu de sens, comme dans les camps d'extermination nazi, apparait le sens vital primordial, celle d'être en vie. Ce n'est pas une coïncidence si Sicilia vient d'écrire un livre sur les camps d'extermination.

⁸ Su la base de rapports des interviews faits par Ivonne G. Villalón (Itam) et Pascale Naveau (Université catholique de Louvain)

démocratie en prenant en compte trois variables des régimes démocratiques: le niveau d'institutionnalisation des partis politiques, la densité de la société civile et le niveau de représentativité du système politique. En considérant ces trois dimensions il est possible de distinguer entre des différents types de démocraties en raison de différentes combinaisons de ces variables. Depuis cette perspective, une démocratie comme la Mexicaine qui se caractérise par des partis politiques assez organisés et stables, une société civile faible et des organisations civiles peu autonomes et peu représentatives (qui sont un héritage de l'ancien régime autoritaire-corporatif) tend vers la partitocratie (Bizberg, 2010).

Les racines de ce que nombre d'analystes considèrent comme la partitocratie Mexicaine (même s'ils n'utilisent pas tous ce concept) (Aziz, 2010 ; Loaeza, 2010 ; Prud'homme, 2010) sont le résultat de la trajectoire suivie par la transition. En fait, la transition de l'an 2000 c'est déroulé sans rupture ; la démocratisation Mexicaine fut le résultat de deux processus complémentaires: d'une part l lent et constant transfert des voix du PRI vers les partis d'opposition au niveau nationale, tant vers le Parti de droite (Partido Acción Nacional-PAN) comme vers le parti de gauche (Partido de la Revolución Democrática-PRD), d'autre part le renforcement des partis d'opposition au niveau régional et local; ou ils ont réussi à arracher de plus en plus de municipalités et à partir de 1989 des Etats au parti hégémonique⁹. En fait, la réforme politique de 1977 à servi à redirigé le processus de démocratisation vers la sphère électorale, au moment où il était en train d'atteindre l'ensemble des organisations sociales au début des années 70, avec le mouvement dit de « démocratie syndicale » (Bizberg, 2004).

⁹ Le premier Etat qui est passé à l'opposition fut celle de Baja California en 1989. Le PAN dans le Nord et Centre Nord (Les Etats frontaliers avec les Etats Unis, le vieux centre et Occident de la contestation religieuse contre la Révolution : Jalisco, Colima, Guanajuato, Aguascalientes, le PRD a la ville de Mexico et dans les Etats du centre et Sud: Michoacán, Guerrero, Chiapas,. Il y'a toujours des Etats qui n'ont jamais encore vu l'alternance, parmi les plus grands : le Veracruz, l'Etat du Mexique, (jusqu'à 2010 : Puebla, Sinaloa, Oaxaca) (Aziz, 2004).

Cela a eu comme résultat un frein à l'autonomisation des organisations sociales, qu'ont resté soumises aux partis politiques qui entretenaient avec eux des politiques clientélistes. Par contraste, au Brésil la démocratie est parti surtout des organisations sociales avant d'atteindre les politiques, en tant que les syndicats se sont démocratisés à partir de la fin des années 70 et la société civile en 80, même si les partis politiques sont restées clientélistes jusqu'aux années 2000. Dans ce pays, une société civile autonome a contribué à démocratiser les partis politiques, surtout par la voie du PT, ce qui fait que la démocratie brésilienne penche vers la démocratie participative même si elle continue à montrer des reflexes clientélistes. Selon la formule de Stepan (1985), alors qu'au Brésil le processus de démocratisation a eu pour conséquence que l'Etat et la société civile soient sortis mutuellement renforcés, au Mexique, au contraire, puisque le processus de démocratisation s'est réduit à la libéralisation du système des partis ; seul le système politique s'est renforcé aux dépens de l'Etat et de la société civile. Cela c'est encore renforcé avec le affermissement du Congrès face à l'affaiblissement de la présidence et la féodalisation du pouvoir aux mains des gouverneurs.

De fait, au Mexique on a un système des partis assez stable. Trois grands partis concentrent 90% des voix (Prud'homme, 2010) La volatilité de voix est assez modérée: aux élections de 2003, le PRI a obtenu 30,6% des votes parlementaires, puis 29% en 2006 (en coalition avec un autre petit parti), et 44% en 2009 (à nouveau en coalition), finalement 38,2% en 2012 ; le PAN a obtenu 33,4 % en 2003, 23,1% en 2006, 28% en 2009, et 25.4% en 2012, en tant que le PRD a obtenu 17,6% en 2003, 29,0% (en coalition) en 2006, 18% en 2009 et 31.6% en 2012. Coppedge calcule la volatilité du vote au Mexique en 2006 à 17.6%, tandis que celle des pays avec un taux élevé de volatilité comme la Colombie est à 50%, le Peru à 44%, le Venezuela à 47%, la Bolivie à 67% (en 2005) et l'Equateur à 62% (Coppedge, M. 2010). Le nombre effectif de partis (tel

qu'il est considéré par Sartori) est de 3 : le PRI, la PAN et le PRD. Les trois partis contrôlent la plupart des sièges à la Chambre des députés ainsi qu'au Sénat. Ainsi, le problème au Mexique, n'est pas comme dans d'autres pays latino-américains, la volatilité et la dispersion du système des partis, mais plutôt le fait qu'il est de plus en plus coupé de la société. Cela a été renforcé par la réforme électorale de 2007, qui a entériné les gros partis contre les petits, signifié une augmentation des ressources disponibles (en grande partie due au fait qu'on a interdit l'achat de publicité dans les médias, mais on n'a pas réduit de manière correspondante le financement des partis) Aziz, A., 2010 et Prud'homme ; 2010). D'autre part, à partir de l'an 2000 les partis se sont graduellement emparés de l'IFE, une institution qui a pour beaucoup contribué à la transition électorale du Mexique. En fait, on peut dire qu'en tant que durant les années 90 l'IFE c'est autonomisé de l'Etat pour devenir un mécanisme citoyen, dans les années 2000 il est tombé sous le contrôle des partis politiques. Ce sont eux qui, dans le Sénat, élisent les membres du comité directeur de l'IFE en se répartissant les postes, avec comme conséquence que celle-ci défend de moins en moins les principes démocratiques de transparence et équité et de plus en plus les intérêts des partis qui les ont élus (Alonso et Aziz, 2009).

Cela explique les faiblesses structurelles de la démocratie Mexicaine qui se sont encore aggravées par le bilan du PAN dans la présidence et qui ont donné lieu au retour du PRI. La première présidence, celle de Vicente Fox, a réussi à désillusionner presque tous les secteurs sociaux en tant qu'elle n'a pas changé la politique économique (ce qui était prévisible en tant qu'il venait de la faction entrepreneuriale du PAN et que son parti a appuyé toutes les mesures libérales du gouvernement Salinas), ni les politiques sociales, et qui n'ont pas réussi à réduire la pauvreté de manière significative, ou de réduire les énormes disparités de revenus. Mais il a surtout trahi les attentes de démanteler les vieilles

institutions autoritaires et a fait peu de progrès dans la construction des démocratiques ; le progrès le plus concret fut la création d'une agence d'information des dépenses de l'Etat fédérale, l'IFAI. Dans les faits, tant le gouvernement de Fox comme celui de Calderón se sont bien adaptés aux organisations syndicales corporatistes du PRI (inclus les gouverneurs) notamment avec le syndicat des enseignants (1,400,000 membres) et des pétroliers, et autres ; sorte d'enclaves autoritaires.

Le bilan démocratique de Fox c'est considérablement aggravée par son intervention dans la campagne présidentielle de l'an 2000¹⁰, en essayant d'écarter le maire de la ville, Andres Manuel López Obrador, de la course présidentielle par la voie d'un procès initié par le procureur général sur une question administrative mineure. Il a ensuite intervenu a plusieurs reprises dans la course présidentielle en émettant des critiques ouvertes contre le candidat du PRD. Ses interventions ajoutés a celles (illégalles) des grands entrepreneurs ont donné lieu à une controverse post-électorale qui a eu un impact durable sur le pays en tant que le candidat du PRD n'a pas reconnu le résultat.

Après les élections présidentielles de l'an 2000, on aurait pu dire que l'attachement à la démocratie de l'ensemble de la population Mexicaine avait rapidement gagné du terrain. Cependant, la donne a quelque peu changé en 2006. Selon certaines enquêtes, un peu plus du tiers de l'électorat croyaient à l'existence d'une fraude électorale. En tant que selon *Latinobarómetro* en 2006 54% des répondants disaient qu'ils approuvaient la démocratie, en 2007 ils n'étaient que 48%, plus significatif ceux qui disaient qu'ils étaient satisfaits avec a démocratie est tombé de 41 a 31%, entre ces deux années. Pour l'Amérique latine les données de 2007 sont 54% et 37%, respectivement. Pour 2011 le

¹⁰ Sans doute une des élections les plus polarisés de l'histoire récente du Mexique (Loaeza, 2010, Hernández, 2010) entre ceux qui appuyaient la continuité du modèle économique et ceux qui demandaient de le modifier.

pourcentage des Mexicains qui approuvent la démocratie est de 58%, en tant que les pays avec les taux le plus élevées dans le Continent sont l'Uruguay et le Venezuela avec 75% et 77% respectivement. (Latinobarómetro 2007 et El Universal, 28/10/2011)

L'élection de 2012 c'est soldé par le retour du PRI à la présidence de la République. La victoire du PRI pointait depuis les élections fédérales de 2009 ou il avait récupéré du terrain surtout à cause de l'insécurité. D'autre part, depuis cette année le PRI regagnait la plupart des Etats qui avaient passé à l'opposition, ce qui a poussé le PAN et le PRD à s'allier pour réussir a rafler trois élections dans des Etats où il n'y avait jamais eu d'alternance : Puebla, Oaxaca et Sinaloa. Néanmoins, pour la présidentielle de 2012, avec López Obrador comme candidat du PRD, ce type d'alliance était inconcevable. Le triomphe de Peña Nieto n'a pas vue des irrégularités significatives le jour de l'élection, mais il été sérieusement entaché par le fait qu'il a été promu d'une manière évidente par les medias (surtout *Televisa*) depuis six ans, par l'usage évidente des ressources au delà du seuil alloué par l'Etat (par tous les partis mais spécialement par le PRI) et par les accusations (entre autres d'une association très reconnue : *Alianza Cívica*) d'achat des voix et d'intimidations. Même si le résultat de l'élection n'a pas donné lieu a une situation comme celle de l'élection présidentielle précédente a cause d'un écart des voix plus large entre Peña Nieto et López Obrador, les irrégularités l'ont donné la possibilité de ne pas reconnaître le nouveau président comme il y'a six ans. Tout cela, ajouté a l'usure de la légitimité des autorités électorales qui n'ont rien fait pour remédier les excès des campagnes, a eu des implications significatives pour la démocratie Mexicaine. En plus, López Obrador a décidé de quitter le PRD pour créer son propre parti, une stratégie qui assure qu'il sera candidat a une troisième élection sans se confronter avec le très populaire maire de la Ville de Mexico, Marcelo Ebrard, qui représente une

gauche plus moderne et cosmopolite, qui s'est déjà déclaré comme candidat à la présidence en 2018 et la refondation du PRD. Néanmoins, cette décision divise la gauche, portant atteinte à son action dans le parlement et réduisant ses chances dans des futures élections.

Le seul souffle de changement politique vient de ce qu'on a un peu abusivement nommé le « printemps Mexicain » qui est née lors d'une des interventions de Peña Nieto dans une des plus importantes universités privées de Mexico où une manifestation contre lui l'a obligé à partir en catastrophe. Les responsables de la campagne du PRI ainsi que *Televisa* ont voulu faire croire que cette démonstration avait été organisée par des militants du PRD. Cela a été démenti par les étudiants par la voie d'une vidéo sur internet où 132 étudiants ont montré leurs cartes étudiantes, d'où le nom de #132. Ce mouvement qui s'est insurgé contre la manipulation de l'information par les médias et par leur monopolisation, s'est étendu rapidement à presque toutes les universités du pays. Il s'est ensuite mobilisé contre ce qu'ils considéraient comme la probable imposition par les médias du candidat du PRI. Le mouvement étudiant a changé la donne d'une campagne qui montrait le triomphe de Peña Nieto comme inévitable, et a fait monter la candidature d'AMLO qui a réussi à arriver en seconde place quand il était en une lointaine troisième place au début.

Le retour du PRI à la présidence prend toute sa signification si l'on considère que le PRI n'a pas vécu une modernisation pour revenir au pouvoir, que son retour est dû surtout à un vote de censure au PAN. Le PRI ne s'est pas réformé ni transformé son rapport avec ses bases corporatistes, qui ont presque tous conservé les mêmes leaders d'avant l'alternance. D'autre part, en tant que le PRI a toujours conservé un très bon nombre d'États et municipales sous son pouvoir, il a continué à gouverner une bonne partie du pays, dans certains endroits avec les mêmes habitudes, spécialement dans les États où il n'y a pas eu

d'alternance, entre autres les deux les Etats les plus grands (après la ville de Mexico) l'Etat de Mexico et de Veracruz. En fait, le président élu vient d'un de ces Etats qui n'ont jamais eu d'alternance. Il a gouverné l'Etat de Mexico en ayant le contrôle totale du Congrès local, de l'appareil judiciaire, des organisations corporatistes et la presque totalité des présidences municipales. En plus, il est quelqu'un très lié à la famille politique qui a toujours gouverné l'Etat : le groupe *Atlacomulco*.

4. Conclusions : Ou va le Mexique : quelques scénarios ?

On a un peu abusivement utilisé l'adjectif de gâchée pour qualifier la transition Mexicaine, on a néanmoins pris en compte l'incapacité des dernières gouvernements (du PRI et du PAN) de ces 20 dernières années à faire croître l'économie d'une manière soutenable, avec création d'emplois, hausse de la productivité et des salaires afin de réduire la pauvreté et diminuer l'inégalité. D'autre part, l'explosion de la violence qui accompagne la « guerre contre les drogues ». Finalement, le retour d'un PRI non modernisé, dans un contexte de perte de légitimité des institutions démocratiques et l'idée démocratique dans l'opinion publique Mexicaine. Tout au plus, le principal mouvement social du Mexique actuel, le MPJD, n'émerge pas de la revendication d'un usage alternatif de ressources productives, institutionnelles et culturelles d'une société, sinon de la désespérance, de la douleur, de l'impuissance face à la violence. En fait, on peut se demander s'il y'a lieu d'action sociale quelconque dans une situation comme celle du Mexique, soumise dans une sorte de guerre, même si de type nouvelle comme le souligne Mary Kaldor (cité par Pleyers et Naveau, 2012), et où plusieurs disparitions et assassinats d'activistes sociaux se sont produits dans la confusion des actes de violence quotidiens.

Dans cette situation, il y'a deux scénarios possibles : Elu dans une élection contestée, comme Salinas et Calderón, Peña Nieto va chercher la légitimité qui lui a manqué dans les urnes dans sa pratique gouvernementale. Il est possible qu'il essaye de changer la politique de guerre directe contre les narcotrafiquants, s'orienter a combattre la violence au lieu de combattre les drogues et les cartels. Nonobstant, il a déjà déclaré qu'il continuera les actions, il a loué le succès de la Colombie en ce terrain lors de son voyage dans ce pays, et embauché le directeur de la Police National de la Colombie le général Oscar Naranjo comme son conseiller. Il est possible qu'il essaye de se poser en représentant d'un nouveau PRI. Il a en fait envoyé au Congrès un projet de loi (par groupe parlementaire du PRI) qui cherche à donner plus d'autonomie a l'IFAI I a, en plus, déclaré une campagne contre la corruption. Néanmoins, le projet présente nombreuses contradictions qui menacent de la rendre inopérante (*Reforma*, 24/09/2012) D'autre part, dans le projet de reforme de la loi de travail envoyé par Caldron, qui est en train d'être discuté au Congrès, le PRI a déjà bloqué toutes les changements démocratiques tels que la vote directe et secret et la possibilité pour les travailleurs de demander des comptes directement aux syndicats.

L'autre scenario est qu'il essayera de rétablir le contrôle de l'ancien PRI. Néanmoins, d'une part le PRI n'a pas une majorité au Congrès. Il pourra, nonobstant, gouverner et passer des lois avec le PAN, comme l'a fait Salinas, qui a réussi à faire passer toutes les reformes pour libéraliser l'économie. D'autre part, il existe des ressources institutionnels pour exercer un contrôle sur le gouvernement, tels que l'IFAI, l'IFE et le TRIFE. Depuis 1995 les juges sont nommés par une institution autonome de l'exécutif, la Cour Suprême s'est renforcée et devenue beaucoup plus autonome. Finalement, la presse s'est habitué à être plus indépendante et plus critique. Mais il n'est pas tout à fait inconcevable qu'il essaye d'affaiblir ces institutions et faire pression sur les

medias pour qu'ils se débarrassent des journalistes qui l'incommodent, surtout dans un contexte de « guerre contre les drogues ».

En tous les cas, il n'est pas probable qu'il change la politique économique. Un des premiers signes de la continuation de celle-ci est son appui des clauses de flexibilisation du marché du travail du projet de réforme du code du travail. D'autre part, lors de son voyage au Brésil il a seulement loué *Petrobras* comme modèle pour *Pemex*, en tant qu'il permet l'intervention du capital privé, mais il ne s'est pas référé aux instruments de politique économique de l'Etat brésilien comme le BNDES, ni les grands projets d'infrastructure et les programmes de bourses de ce pays, par exemple.

Bibliographie.

Aziz Nassif, Alberto y Alonso Sánchez, Jorge, "Tres instituciones de la democracia mexicana: IFE, TEPJF e IFAI" en Bizberg, Ilán y Meyer, Lorenzo, *Una Historia Contemporánea de México: Las Instituciones*, Tomo 3, Océano, México, 2009, 237-290 pp.

Bizberg, Ilan and Bruno Theret, « Pourquoi le Brésil et non l'Argentine et encore moins le Mexique, peut-il être considéré comme un pays (ré)émergent ? Quelques éléments de réponse », la Revue de la Régulation, Paris, no. 11, 1st semester, 2012.

Dussel Peters, E., "Hacia una política de competitividad en México", *Economía UNAM*, Vol. 3, núm. 9, 2006.

Hernández Rodríguez, Rogelio, "Hacia un nuevo equilibrio en la relación de poderes", in Loaeza, Soledad y Prud'homme, Jean-Francois, *Los Grandes Problemas de México: XVI Instituciones y Procesos Políticos*, El Colegio de México, México, 2010, 449-486 pp.

Ibarra, C. (2008), "la paradoja del crecimiento lento de México", *Revista de la CEPAL*, no. 95, August.

Loaeza, Soledad, "La metamorfosis del Estado: del jacobinismo centralizador a la fragmentación democrática" in Loaeza et Prud'homme, op. Cit. , 23-70 pp.

Palma, José Gabriel, "The seven main 'stylized facts' of the Mexican economy since trade liberalization and NAFTA", *Industrial and Corporate Change*, Volume 14, No. 6, pp. 941-991.

Pardo, María del Carmen, "El Estado Mexicano: ¿de la intervención a la regulación?" in Loaeza et Prud'homme, op. Cit., 71-120 pp.

Geoffrey Pleyers & Pascale Naveau, « Espace de la violence et mouvement pour la paix au Mexique », manuscrit, EHESS, Paris, 2012.

Prud'homme, Jean-Francois, "El sistema de partidos", in Loaeza et Prud'homme, op. Cit., 121- 158 pp.

Ortega, Reynaldo Yunuen, "De la hegemonía al pluralismo:elecciones presidenciales y comportamiento electoral, 1976-2006" in Loaeza et Prud'homme, op. Cit., 405-448 pp.